

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

**Official Report
of Debates
(Hansard)**

No. 11B

**Journal
des débats
(Hansard)**

N° 11B

2nd Session
42nd Parliament
Wednesday
27 October 2021

2^e session
42^e législature
Mercredi
27 octobre 2021

Speaker: Honourable Ted Arnott
Clerk: Todd Decker

Président : L'honorable Ted Arnott
Greffier : Todd Decker

Hansard on the Internet

Hansard and other documents of the Legislative Assembly can be on your personal computer within hours after each sitting. The address is:

<https://www.ola.org/>

Index inquiries

Reference to a cumulative index of previous issues may be obtained by calling the Hansard Reporting Service indexing staff at 416-325-7400.

Le Journal des débats sur Internet

L'adresse pour faire paraître sur votre ordinateur personnel le Journal et d'autres documents de l'Assemblée législative en quelques heures seulement après la séance est :

Renseignements sur l'index

Adressez vos questions portant sur des numéros précédents du Journal des débats au personnel de l'index, qui vous fourniront des références aux pages dans l'index cumulatif, en composant le 416-325-7400.

House Publications and Language Services
Room 500, West Wing, Legislative Building
111 Wellesley Street West, Queen's Park
Toronto ON M7A 1A2
Telephone 416-325-7400; fax 416-325-7430
Published by the Legislative Assembly of Ontario



Service linguistique et des publications parlementaires
Salle 500, aile ouest, Édifice du Parlement
111, rue Wellesley ouest, Queen's Park
Toronto ON M7A 1A2
Téléphone, 416-325-7400; télécopieur, 416-325-7430
Publié par l'Assemblée législative de l'Ontario

ISSN 1180-2987

CONTENTS / TABLE DES MATIÈRES

Wednesday 27 October 2021 / Mercredi 27 octobre 2021

PRIVATE MEMBERS' PUBLIC BUSINESS / AFFAIRES D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DES DÉPUTÉES ET DÉPUTÉS

French-language services / Services en français

Ms. Natalia Kusendova.....	497
M. Guy Bourgouin.....	499
Mlle Amanda Simard.....	499
Mme Goldie Ghamari.....	500
M. Michael Mantha.....	500
Mme Lucille Collard.....	501
Ms. Effie J. Triantafilopoulos.....	502
M. Joel Harden.....	502
Mrs. Robin Martin.....	503
Ms. Natalia Kusendova.....	503
Motion agreed to.....	504

ADJOURNMENT DEBATE / DÉBAT SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

Protection for people with disabilities

Mr. Joel Harden.....	504
Mrs. Daisy Wai.....	505

LEGISLATIVE ASSEMBLY
OF ONTARIO

Wednesday 27 October 2021

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE L'ONTARIO

Mercredi 27 octobre 2021

Report continued from volume A.

1800

PRIVATE MEMBERS'
PUBLIC BUSINESS

FRENCH-LANGUAGE SERVICES
SERVICES EN FRANÇAIS

Ms. Natalia Kusendova: I move that, in the opinion of this House, the government of Ontario should raise the quality of care for francophone Ontarians in long-term-care homes by taking the following steps: increasing the supply of bilingual health care staff through targeted educational programs, establishing immigration corridors, addressing portability of interprovincial credentials for non-regulated staff, providing support for translation services, enhancing francophone-specific data collection, placing an emphasis on language needs in residents' nursing plans of care, and encouraging long-term-care homes that provide French-language services to seek a designation under the French Language Services Act.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Ms. Kusendova has moved private member's notice of motion number 8. Pursuant to standing order 101, the member has 12 minutes for their presentation.

I return to the member for Mississauga Centre.

M^{me} Natalia Kusendova: Je suis très fière de me lever en cette Chambre aujourd'hui et de présenter ma motion sur les soins linguistiquement appropriés qui est l'aboutissement de mois d'écoute, d'interactions et de consultations avec les intervenants francophones de soins de longue durée de l'Ontario.

Je pense pouvoir dire au nom de tous les Ontariennes et Ontariens que notre système de santé public devrait aspirer à refléter la diversité que nous voyons dans les collectivités de notre belle province. Pour ce faire, notre système de santé, en particulier notre système de soins de longue durée, doit s'efforcer d'être accessible linguistiquement aux patients qui en dépendent, pour recevoir les soins de classe mondiale auxquels ils s'attendent.

Cependant, historiquement, cela n'a pas toujours été le cas. Le système de soins de longue durée de notre province, en raison de la mauvaise gestion des gouvernements passés, n'a pas été en mesure de répondre adéquatement aux besoins des Ontariennes et Ontariens qui parlent diverses langues et, en particulier, l'une des

deux langues officielles de notre pays. Pour nos francophones, pour nos communautés franco-ontariennes, cette lacune historique a, en partie, mené à un processus d'accès aux soins de santé de base selon une norme différente de celle de leurs homologues anglophones.

Bien que cette question complexe comporte de nombreux facteurs entrant en jeu, nous, en tant que législateurs, nous pouvons nous unir pour créer les conditions nécessaires au changement. Nous pouvons créer le dialogue qui facilite les solutions, et je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui comprend cette responsabilité qui est au cœur de nos rôles en tant que législateurs.

Dans cet esprit, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour parler de ma motion. Cette motion est née des résultats de nombreuses tables rondes avec nos intervenants francophones, couvrant cinq discussions différentes avec plus de 40 intervenants distincts, chacun apportant sa précieuse contribution à l'état de l'offre de soins francophones dans la province de l'Ontario. À eux, je dédie cette motion et réaffirme mon engagement à continuer de travailler à leurs côtés pour rendre les soins francophones, notamment dans le système de soins de longue durée, meilleurs pour les Ontariennes et les Ontariens.

Monsieur le Président, ma motion sollicite l'approbation de la Chambre pour mettre en oeuvre les bases de plusieurs améliorations à notre système de santé provincial afin qu'il soit mieux outillé et mieux adapté pour offrir des soins accessibles aux Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens.

Une première préoccupation que ma motion aborde est le renforcement du capital humain de notre système de santé, en renforçant les efforts de recrutement du personnel bilingue de santé selon la capacité globale. Je propose que cela se fasse d'une manière triple qui tire parti des avantages de position unique que possède l'Ontario. D'une part, nous pouvons renforcer le capital humain dans notre système de santé et des soins de longue durée grâce à des programmes d'éducation ciblés, en veillant à ce que les nouveaux talents infirmiers produits par les collèges et les universités de l'Ontario puissent s'intégrer aux besoins du système après l'obtention de leur diplôme.

Deuxièmement, nous pouvons travailler à focaliser les corridors d'immigration pour attirer des talents internationaux francophones ayant une formation en soins de santé, aidant ainsi l'Ontario à renforcer sa capacité d'agents de santé bilingues. S'inspirant de l'accord signé avec le consulat général de France solidifiant un corridor d'immigration des enseignants de français, cette initiative

s'appuie sur le schéma directeur susmentionné pour renforcer notre capital d'accueil bilingue par des moyens internationaux.

Le Canada étant une nation d'immigrants, nous continuons à profiter des professionnels talentueux qui apportent leurs compétences pour améliorer nos collectivités d'un océan à l'autre.

Our government has demonstrated a commitment to internationally trained immigrants in regulated professions by helping them to fill gaps in our labour force through removing the structural barriers and needless red tape that they face. I would like to thank the Minister of Labour, Training and Skills Development, as well as his parliamentary assistant, for this continued work on this issue. The same principles guiding our approach to helping international talent access jobs in regulated professions can also guide us in helping international bilingual talent fill our ranks in the health care system.

Enfin, l'Ontario peut s'attaquer à la transférabilité des titres de compétences interprovinciaux pour les professions non réglementées afin de nous positionner non seulement pour attirer les talents internationaux, mais aussi pour attirer des talents de partout au Canada.

La pandémie de la COVID-19 nous a tous sensibilisés au rôle monumental que jouent nos héros de première ligne dans le domaine de la santé pour assurer la santé et le bien-être des Ontariennes et des Ontariens dans cette grande province. Pour le rôle qu'ils ont joué tout au long de cette pandémie, et pour le rôle qu'ils continueront de jouer alors que l'Ontario cherche à tourner la page dans notre lutte contre la COVID-19, nous les félicitons et remercions du fond du coeur.

En regardant les autres provinces comme le Québec et le Nouveau-Brunswick pour renforcer notre besoin de fournisseurs de soins bilingues, nous pouvons tirer parti de l'immense talent que le Canada abrite en facilitant une plus grande autonomie dans ces titres de compétences.

Passant de la discussion sur l'aspect capital humain de la motion, je propose, en outre, plusieurs nouvelles façons de renforcer davantage l'aspect technique de l'offre de soins en français. Premièrement, c'est de renforcer le soutien aux services de traduction, en particulier dans les établissements de soins où le personnel bilingue n'est pas toujours disponible. Agrandir l'espace francophone passe parfois par des petits gestes.

À l'heure actuelle, il existe peu d'incitatifs pour les fournisseurs de soins de longue durée à demander des désignations volontaires en vertu de la Loi sur les services en français, ce qui freine en fait le potentiel de notre secteur de soins de longue durée en matière de soins en français.

Pour citer Sean Keays du Foyer Richelieu : « Il faut deux fois plus d'effort pour conserver notre double héritage. »

And I will say this in English as well: To cite Sean Keays, one of our partners and one of the upcoming providers in long-term care, especially in the region of Toronto, he says very often, it takes "double the effort to keep our double heritage."

Monsieur le Président, j'ajouterais à cela qu'il faut probablement octroyer aussi le double du montant des fonds.

Disposer d'un fonds de traduction dédié aux fournisseurs entièrement ou partiellement désignés inciterait grandement ceux qui ne sont pas désignés à le faire conformément à la Loi sur les services en français.

Un tel fonds pourrait être utilisé pour traduire des panneaux de signalisation ou des formulaires ou des documents ou pour les cours de français pour le personnel. Ensuite, nous pouvons mieux améliorer la collecte de données spécifiques aux francophones dans les milieux de soins pour permettre au ministère des Soins de longue durée de mieux répartir les ressources, en veillant à ce que les besoins linguistiques des patients soient satisfaits.

Étant le gouvernement pour les gens, nous connaissons la valeur des infométriques pour garantir que des décisions percutantes sont prises de la manière la plus éclairée et la plus précise possible.

Enfin, nous pouvons mettre davantage l'accent sur les divers besoins linguistiques des résidents des établissements de soins de longue durée en prenant des dispositions explicites sur leurs besoins linguistiques dans leurs plans de soins infirmiers. Cela conduira à une expérience du patient plus complète qui n'est pas décousue ou incohérente.

En tant qu'infirmière, celle-ci est particulièrement importante pour moi car je comprends le lien étroit entre la communication efficace avec un fournisseur de soins et son patient, et l'impact qui en résulte sur la santé des patients et la progression globale du traitement. Lorsque les patients peuvent mieux expliquer leur maladie, les prestataires de soins sont mieux placés pour la traiter. Il s'agit d'un principe directeur simple mais puissant.

Je crois qu'il est important que nos chefs de file en soins infirmiers travaillant dans les soins de longue durée commencent à intégrer activement les besoins linguistiques dans le cadre du plan des soins infirmiers. Cela est vrai pour les locuteurs de diverses langues, pas seulement le français.

1810

Enfin, monsieur le Président, une dernière proposition que je fais dans la motion est d'encourager les foyers de soins de longue durée offrant des services en français à demander une désignation en vertu de la Loi sur les services en français. Ce faisant, ces importants fournisseurs de services seront mieux intégrés dans l'écosystème de soins francophone plus large de l'Ontario, fusionnant d'une manière qui permet une meilleure continuité des soins et de meilleurs résultats pour les patients ayant des besoins linguistiques divers.

Pendant que je vous parle aujourd'hui de cette motion en ce qui concerne les résidents francophones en soins de longue durée, le travail de notre gouvernement pour faire de ce système un chef de file mondial va beaucoup plus loin que ça. Par exemple, notre gouvernement s'engage à offrir en moyenne quatre heures de soins directs quotidiens à nos proches vivant dans les foyers de soins de

longue durée, soit une augmentation de près d'une heure et demie de soins directs par patient avec cet engagement.

Mr. Speaker, I will skip over a few of my notes. I'm very passionate about this subject but I'm running out of time.

Notre gouvernement investit également 933 millions de dollars dans 80 nouveaux projets de soins de longue durée, ce qui entraînera la création de milliers de places de soins de longue durée nouvelles et améliorées dans toute la province, en plus des 1,75 milliard de dollars déjà affectés à la livraison de 30 000 nouvelles places sur 10 ans. Sept projets parmi eux sont dédiés à la construction de lits francophones.

Within this are seven francophone projects resulting in 777 new and upgraded long-term-care beds for francophones in Toronto, Barrie, Ottawa, Prescott-Russell and many others.

We are grateful to all of our providers who stepped up to the plate to build more francophone long-term-care beds, but especially Foyer Richelieu Welland, who is building a brand new francophone Foyer Richelieu in the riding of Don Valley West, which will contain 256 beds. While the member from Don Valley West was Premier, only 611 beds in all of Ontario were built during her mandate—yet, with this one project alone, benefitting an area historically shortchanged for francophone investments, our government is building 256 francophone beds in the riding of Don Valley West alone.

Par-dessus tout, monsieur le Président, notre gouvernement demeure déterminé à améliorer globalement le système de soins de longue durée en Ontario pour les résidents qui en dépendent. Nous savons que le travail qui nous attend est énorme, mais le fait d'avoir un système de soins de longue durée mieux adapté aux divers besoins des Ontariennes et Ontariens garantira que le système reflète mieux la population qu'il sert.

Merci beaucoup, monsieur le Président.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Merci. I turn to the member from Mushkegowuk—James Bay.

M. Guy Bourgouin: C'est un honneur de me lever en Chambre pour représenter le monde de Mushkegowuk—James Bay.

Aujourd'hui j'aimerais parler de la motion de la députée de Mississauga-Centre. Comme nous le savons trop bien, l'accès aux services de santé de qualité en français pour les Franco-Ontariens est un problème. Pendant trop longtemps, ce gouvernement a clairement démontré que les services en français ne sont pas une priorité, et il faut que ça arrête.

Pour assurer une meilleure qualité de services en français dans nos soins de longue durée et à domicile, nous devrions investir dans nos institutions académiques francophones. Investir dans nos collèges et nos universités pourra aider à adresser la pénurie de main-d'oeuvre, plus spécifiquement, celle francophone.

Il faut aussi travailler avec nos partenaires communautaires dans le domaine de la santé afin qu'il puisse travailler avec nos collègues et nos universités francophones, comme le Collège Boréal, comme

l'Université de Sudbury, comme l'Université de Hearst, comme l'Université de l'Ontario français, afin d'établir et développer des programmes qui répondent aux besoins des francophones dans les soins de longue durée et à domicile.

Par contre, ce qui manque dans cette motion, c'est de reconnaître que le besoin de travailleurs francophones dans le domaine de la santé s'étend au-delà des établissements de soins de longue durée. Les soins à domicile sont souvent oubliés et les résidents n'ont pas l'accès à ces services en français.

En plus, le salaire des préposés aux services de soutien personnel à domicile est moins élevé que les préposés dans les établissements de soins de longue durée. Il faut adresser ça.

Aussi, il faut être réaliste. Nous n'allons pas réussir à délivrer des services de qualité en français sans avoir assez d'infirmières et de PSSP.

Le projet de loi 124 ne fait que repousser et décourager nos infirmières de poursuivre leur carrière. Il faut avoir une meilleure rémunération si on veut les garder. On peut faire toutes sortes de changements, monsieur le Président, mais si on ne les rémunère pas selon leur profession, on va manquer le bateau. Puis comme c'est là, le gouvernement manque le bateau pas à peu près.

Une fois que nous aurons adressé le manque de main-d'oeuvre et l'augmentation des salaires du personnel, on pourra parler de désignation francophone des établissements de soins de longue durée. Nous devons nous assurer, dans la désignation des établissements de soins de longue durée, qu'il y ait un processus clair et concis qui définit les termes et les services exacts que chaque résident devrait s'attendre à avoir. Sans processus, on risque d'avoir une institution désignée mais incapable de fournir les services. L'intention est peut-être bonne, mais le résultat n'est certainement pas ce qu'on veut pour nos résidents.

Trop souvent, monsieur le Président, on voit même dans les services désignés francophones de l'Ontario le manque de service ou, tout simplement, pas de service. Il est trop souvent trop facile, dû au manque de personnel francophone, de donner le poste à un non-francophone pour maintenir les services au patient ou au client. Et ceci est inacceptable pour la communauté franco-ontarienne de l'Ontario.

Merci, monsieur le Président.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Merci. I recognize the member from Glengarry—Prescott—Russell.

M^{lle} Amanda Simard: Monsieur le Président, je ne pensais pas parler sur cette motion ce soir, mais je ne peux tout simplement pas laisser les conservateurs s'en sortir avec leurs manigances de relations publiques.

On a ici une motion présentée, non pas par une simple députée, mais par l'adjointe parlementaire à la ministre. Donc, premièrement, pourquoi parle-t-on d'une motion, qui est, on le sait tous, non contraignante, plutôt que d'un projet de loi pour quelque chose de si important? Et deuxièmement, pourquoi l'adjointe parlementaire doit-elle le présenter comme une initiative privée et non une

initiative gouvernementale pour, encore une fois, quelque chose de si important?

Monsieur le Président, laissez-moi expliquer le contexte à mes collègues pour qu'ils comprennent pourquoi on a cette motion devant nous ce soir. Ce vendredi, dans exactement 38 heures, c'est le congrès annuel de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, où nous allons nous réunir pour discuter des enjeux, des avancées et des dossiers politiques. Le gouvernement n'a absolument rien à dire, puisqu'il n'a absolument rien fait pour les francophones dans l'entièreté de son mandat, sauf couper tout ce qui est important, bien sûr. Alors, pourquoi pas présenter quelque chose de dernière minute, une motion non contraignante qui dit un peu n'importe quoi, qui sonne tout beau et bon—et qu'on va tous appuyer, certainement—pour se donner du stock à vendre vendredi? «Voilà. On a fait quelque chose»—simple comme bonjour.

Toutes les crises linguistiques dans l'histoire de l'Ontario ont été déclenchées par des gouvernements conservateurs : le règlement 17, SOS Montfort, la crise linguistique de 2018—toutes sous des gouvernements conservateurs. Mes parents, mes grands-parents et ma communauté m'avaient avertie que les conservateurs n'ont jamais été, et ne seront jamais, les amis des francophones. Et je l'ai bien vu, et appris, de la façon difficile. Ils peuvent essayer de se racheter tant qu'ils le veulent, mais nous pouvons clairement voir à travers leurs tactiques.

Rappelons-nous que c'est cette députée qui a voté pour éliminer le commissaire aux services en français; c'est cette députée qui a annulé le projet de l'Université de l'Ontario français; c'est cette députée qui n'a toujours pas de projet de modernisation de présenté après trois ans en poste. Elle ne peut certainement pas nous demander de croire que n'importe quoi qu'elle ou son gouvernement dit ou fait est sincère. Nous n'allons jamais refaire l'erreur de leur faire confiance. Et, monsieur le Président, ce ne sont certainement pas leurs paroles et motions ici et là qui vont masquer leurs vraies couleurs.

Merci.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Merci. I recognize the member from Carleton.

M^{me} Goldie Ghamari: Je voudrais remercier M^{me} Kusendova, la députée provinciale de Mississauga-Centre, pour sa motion sur les soins linguistiques appropriés à l'Assemblée législative.

S'appuyant sur l'engagement du gouvernement à réparer les soins de longue durée, la motion de M^{me} Kusendova cherche à encourager d'autres stratégies pour améliorer l'accessibilité linguistique du secteur des soins de longue durée de l'Ontario, favorisant un meilleur endroit où vivre et travailler.

1820

La motion que la députée Kusendova a proposé des stratégies pour rendre les foyers de soins de longue durée en Ontario plus accessibles sur le plan linguistique pour les diverses minorités linguistiques, notamment des méthodes de croissance de capital humain bilingue grâce

à des initiatives telles que des programmes éducatifs ciblés, l'établissement de corridors d'immigration et la reconnaissance de diplômes entre les provinces pour les préposés aux services de soutien personnel.

But, Mr. Speaker, that's not all that our government is doing. I'm proud to support MPP Kusendova's motion because it is in line with what our government has been doing to support the French language and French-language speakers in our province.

Just last week, Mr. Speaker—yes, last week, actually; time flies—I had the honour of accompanying Minister Dunlop as we toured Ottawa. We had a number of very interesting, and I think very informative, announcements dealing with French-language services.

Le gouvernement de l'Ontario investit plus de 400 000 \$ dans de nouveaux programmes novateurs de formation et d'apprentissage pratique pour les étudiantes et étudiants en sciences infirmières de langue française à Ottawa, afin qu'ils puissent continuer à recevoir une éducation de classe mondiale pendant la pandémie de la COVID-19.

Les détails ont été communiqués au collège La Cité par Jill Dunlop, ministre des Collèges et Universités. Elle a été accompagnée par moi, et je suis l'aide parlementaire à la ministre des Collèges et Universités. Cet investissement permet à l'Université d'Ottawa, La Cité et à l'Hôpital Montfort d'offrir à environ 350 étudiantes et étudiants en sciences infirmières les outils et l'expérience clinique dont ils ont besoin pour renforcer les secteurs de soins de santé et de soins de longue durée de l'Ontario.

L'Université d'Ottawa, La Cité et l'Hôpital Montfort jumellent les soins au patient à des exercices de simulation, ce qui permet aux étudiantes et étudiants francophones de perfectionner leurs compétences cliniques. Cette approche garantit le respect des règles de santé et de sécurité de l'hôpital, renforcées par la COVID-19, tout en permettant des activités cliniques actuellement inaccessibles de se dérouler par le biais d'activités de simulation.

Mr. Speaker, I am thankful for the member presenting this motion. I am proud to speak to it today. I am not someone who is natively French-speaking, but as someone who immigrated here and whose parents don't speak French, my parents recognized the importance of speaking French. That's why they put me and my sister in French immersion. It's for this reason that I think the motion being brought by the member is so important to all Ontarians, and I'm proud to support it today.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): I recognize the member from Algoma-Manitoulin.

M. Michael Mantha: C'est avec privilège et contentement que je me lève pour offrir des commentaires sur le projet de loi présenté par la membre.

Je ne veux pas retourner sur tout ce que mon collègue le député de Mushkegowuk—Baie James a apporté sur le plancher—les investissements nécessaires qui manquent et qui ont été coupés et que ce gouvernement continue à retirer de cet environnement, surtout dans les maisons de longue durée.

Je ne veux certainement pas tout reprendre les mots de la membre de Glengarry–Prescott–Russell. Ma foi, tu devrais dire ce que tu as sur le cœur une fois, de temps en temps. Tu ne devrais pas retenir tes commentaires, parce que, des fois, la vérité, ça blesse le cœur. Fait que, si tu as de la misère à parler, on jaserait un peu, puis je peux t'aider avec ça. Mais, tu sais, elle a vraiment fessé le clou drette sur la tête. Elle a vraiment donné un beau discours dans le petit cours de temps qu'elle avait.

Quand je m'emporte sur le plancher ici, j'aime tout le temps relier les affaires, comme j'ai dit plus tôt dans mon discours, à des réalités auxquelles les gens font face dans mon comté d'Algoma–Manitoulin. Je suis triste de dire que je ne peux pas partager le nom de la personne—pas parce qu'elle ne veut pas. C'est parce qu'elle est dans le secteur privé, et puis ils ont peur qu'il y aurait des ramifications ou des peines ou des problèmes qu'ils vont causer à leurs parents dans la maison de longue durée. Je vais garder les noms en dehors, mais je vais te parler un petit peu des circonstances qui se font à cause qu'ils sont des personnes francophones dans un système qui, vraiment, ne rencontrent pas leurs besoins.

Premièrement, quand les parents sont rentrés dans la maison de longue durée, la mère avait beaucoup de misère à communiquer. Elle a senti qu'elle n'était pas capable de communiquer les besoins de son mari qui cherchait à rentrer dans la maison de longue durée et ça causait des inquiétudes. Ça causait beaucoup de stress pour la famille.

Un autre problème, c'est quand le père est assis dans sa chambre—après qu'il ait été accepté dans la maison. Il ne peut pas communiquer, et puis a peur de communiquer. Quand il communique, il a peur que : « Bien, ils n'ont pas compris ce que je voulais dire », ce qui fait qu'il ne dit rien. Sa douce moitié, elle se frustre, parce qu'elle dit à son mari : « Pourquoi tu ne leur as pas dit que tu te sentais blessé? Pourquoi tu ne leur as pas dit que t'avais des crampes? Pourquoi tu n'as pas dit que ça ne sentait pas bien? Pourquoi tu n'as pas expliqué pourquoi tu as eu la piqûre? » Mais il n'était pas capable de le communiquer.

Je veux retourner à, essentiellement, où mes commentaires ont commencé. C'est que s'il n'y a pas un investissement qui est fait, s'il n'y a pas le retraitement du « Bill 124 » pour reconnaître ce domaine où les gens sont, je vais dire, précieux—ça prend une personne spéciale pour travailler dans ces environnements. C'est quelqu'un qui est touché avec une connaissance d'aider les gens. Si tu rentres dans ce métier-là pour dire, « Je m'en vais à ma job », mais tu t'en vas à la méchante job—parce que de jour à jour, ce n'est pas rien qu'un processus où tu rentres : OK, la « log » entre ici, puis là elle sort avec un deux par quatre au bout. Non, c'est qu'il y a la personne qu'il faut que tu aies un genre de lien avec.

Et puis, quand tu te présentes dans les maisons de longue durée, tu viens à ce que tu es leur famille. C'est comme : c'est ma mère, c'est mon père, c'est ma soeur. Beaucoup des gens qui travaillent dans ces maisons de longue durée, ce sont vraiment des personnes qui sont douées avec un talent spécial, et c'est un talent spécial de

compassion. Ils ont tellement le besoin de vouloir aider qu'ils prennent le temps de les aider.

Je retourne à mes commentaires que j'ai commencés avec. Si on est pour faire, si vous voulez faire vraiment un pas dans la bonne direction, faites les investissements nécessaires, reconnaissez le travail que les gens font dans ce domaine et puis payez-les avec un système et une méthode équitable.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): I recognize the member from Ottawa–Vanier.

M^{me} Lucille Collard: Alors, ça me fait plaisir de suivre les commentaires qui ont déjà été émis et d'appuyer la plupart des positions qui auront été émises, puis de parler aussi des gens d'Ottawa–Vanier. C'est vraiment une évidence que les francophones ont besoin d'être mieux servis dans les soins de santé, spécifiquement lorsqu'on parle des personnes plus vulnérables. En tant que Franco-Ontarienne, je n'ai pas besoin de regarder loin pour vraiment comprendre, puis réaliser l'importance de pouvoir recevoir les soins de santé dans ta langue.

Ma mère, qui a 77 ans, qui habite avec nous—on est assez chanceux. Elle est encore en assez bonne santé, mais son anglais, ça laisse à désirer. Elle le sait depuis des années. Elle dirait probablement qu'elle baragouine l'anglais—j'ai hâte de voir comment ils vont traduire ça. Mais c'est important pour elle de pouvoir parler à son pharmacien, à son médecin, à son physiothérapeute dans sa langue, qu'elle puisse communiquer les symptômes, ce qu'elle ressent, puis de pouvoir comprendre également les soins qu'on veut lui prodiguer.

Alors, c'est donc d'autant plus vrai pour les personnes vulnérables qui sont dans des soins de longue durée. Je pense qu'en vieillissant, aussi, notre capacité et notre volonté de parler dans une langue qui n'est pas la nôtre, qui n'est pas notre langue maternelle, diminue de façon significative. Donc, oui, je vais soutenir et je soutiendrai toujours une amélioration des services aux francophones, des services auxquels ils sont en droit de s'attendre.

1830

Mais pour avoir des services en français disponibles dans toutes les communautés en Ontario, ça passe par l'éducation. Ça passe par l'accès à des écoles puis à une éducation de qualité en français partout en province, et on sait que, présentement, ce n'est pas le cas. Les conseils francophones à travers la province ont connu une croissance, peut-être à l'opposé des écoles anglophones, et le nombre d'écoles qui sont disponibles ne suit pas le rythme de la croissance. On a des écoles où il y a des portatives, où on enlève les espaces de cour d'école. On a des écoles, dont l'école de mes enfants, où les élèves sont assis dans le corridor pour manger leur lunch parce qu'il n'y a plus d'espaces communautaires et plus d'espaces communs. Ça a tout été pris pour les classes.

Donc c'est important d'investir dans l'éducation francophone. Puis on sait que, présentement, les conseils francophones, et probablement les autres conseils scolaires, ont soumis des projets pour des nouvelles écoles—depuis le printemps. On attend encore

l'approbation pour avoir des nouvelles écoles. Ça prend du temps, construire des écoles.

Donc, je vais simplement dire—

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Merci. I recognize the member from Oakville North–Burlington.

Ms. Effie J. Triantafilopoulos: I'm pleased to join the debate on the motion introduced by my colleague the member from Mississauga Centre. Her motion calls on the government to ensure that francophone long-term-care residents receive care in their own language. It poses some good questions, ones I believe that the government needs to consider.

We are fixing long-term care by building more beds and increasing direct, personal care, but we must always ensure that this care is accessible to people from every community in Ontario. This includes Ontario's French-speaking residents.

I've had the honour to serve as parliamentary assistant for long-term care for three years, and during this time I've met with residents, families and staff in long-term care. They've told me about the needs: more beds, more staff, more care, and improved conditions for staff. Our government is meeting those needs—30,000 new beds over 10 years, with more than 20,000 announced already, and more than 15,000 redeveloped beds. This includes 777 new and redeveloped francophone beds so far, and the ministry has just put out a call for proposals for new homes. Direct personal care will increase from 2.75 to four hours per day, more than a 40% increase, and for this, we will hire 27,000 new personal support workers and nurses. We are training thousands of new staff, with incentives and tuition support. And this morning, I joined the Minister of Long-Term Care to announce another \$100 million for training for nurses and PSWs.

Our government knows that long-term care was neglected for far too long under previous governments and we are acting to fix it. But fixing long-term care requires more than just more beds and more care. It requires tailored solutions for different communities across Ontario. For the GTA, it means help with the cost of land, as we have done with the surplus land program. We've sold government land with the provision that only long-term care can be built on it. This is how we are building 640 new beds in my community of Oakville North–Burlington. It means funding models that work in small towns as well as big cities. And it means building long-term care that meets the needs of seniors of different languages and cultures. As an example, the 640 beds in Oakville will include floors designed for the South Asian communities.

Long-term care must be accessible to all seniors who need it, particularly since we know that many seniors revert to their mother tongue as they age. That's why this resolution today is so important. My colleague has thought this through carefully. She has consulted widely and come up with ideas to make long-term care accessible to more than 600,000 francophone Ontarians. I congratulate her for the numerous round tables and consultations she has conducted to ensure access to care for francophone

seniors. She has called for French-speaking staff and laid out suggestions to increase the number of bilingual staff with education programs, immigration corridors, credential improvements and translation. She has called for francophone data collection and for francophone homes to seek designation under the law. It's a comprehensive plan to ensure that Ontario's francophone residents have the full and complete access to long-term care that they deserve. I am proud to support this motion, Mr. Speaker.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): The member for Ottawa Centre.

M. Joel Harden: Toujours, comme francophile, c'est une priorité pour moi de me lever sur les questions qui bénéficient aux Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens. Et pourquoi? C'est clair pour moi : les chiffres sont différents de temps en temps, mais il y a presque 33 % dans la ville d'Ottawa dont la première langue est le français. Et donc, comme mes collègues disaient, c'est important de chercher les services de langue française à Ottawa et partout dans la province de l'Ontario. C'est une bonne idée dans les maisons de soins, les maisons de longue durée, de chercher des services pareils aux services en anglais dans les communautés, en particulier, comme Ottawa, comme celles de nos amis au nord. Mais non seulement au nord : à Windsor, à Welland, ici à Toronto. Il y en a plusieurs ici qui parlent français comme première langue.

Mais on a des inquiétudes en même temps, monsieur le Président. Pourquoi? Parce que, si on allait dans une direction, on pourrait dire : « OK, on doit construire une nouvelle maison de soins avec des lits pour des clients francophones. » Excellent. Mais c'est quoi les conditions de travail pour les personnes qui travaillent dans les maisons de soins? Si on allait en même temps dans la direction suivie par le gouvernement maintenant, où c'est acceptable de travailler avec des gestionnaires privés, des entreprises privées qui donnent des chèques de paye aux travailleurs et travailleuses—les infirmières et les autres assistants dans les maisons de soins—de 20 piastres par heure, 18 piastres par heure, à temps partiel tout le temps—

M. Guy Bourgoin: Pas de bénéfices.

M. Joel Harden: Pas de bénéfices. Est-ce qu'on amènerait un produit, un sentiment, une maison de soins avec le respect pour les clients, pour les résidents et en même temps pour les travailleuses et les travailleurs? Voilà le but important maintenant.

C'est clair pour moi dans le contexte de la pandémie qu'on a un système cassé, un système qui bénéficie à ParaMed, à Bayshore, à CarePartners, à Chartwell, à Sienna living. Tous les gestionnaires de ces entreprises-là en prennent de bons profits, de bons bénéfices. Mais les travailleuses et les travailleurs et les résidents souffrent tout le temps. Est-ce qu'il y a des choses dans ce projet de loi qui changeront ça? Clairement, pour moi, non.

Il y a beaucoup de fois dans cette Chambre où on a des projets de loi symboliques. C'est important. Absolument, c'est important. Mais si on a une crise, si on a un système qui est cassé, si on a un système où les résidents souffrent,

où les personnes qui travaillent pour nous autres souffrent, pour moi, ça c'est le problème qui est la première chose à travailler dessus. Dans cette Chambre, dans ces temps, ce n'est pas le temps maintenant de dire : « OK, on doit chercher un but : une maison francophone », et que les gestionnaires de cette maison de soins gagnent de bons profits. Ce n'est pas assez.

Maintenant, on a une chance de travailler pour un système de soins de longue durée accessible, accessible pour toutes et tous, public et « non-profit ».

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): I recognize the member from Eglinton–Lawrence.

Mrs. Robin Martin: I'm delighted to rise and speak in favour of my colleague's motion on French language services within the Ontario health sector. Her motion proposes several strategies to improve the linguistic accessibility of health care services for French-speaking Ontarians, and I think it is a step in the right direction. I commend the member for bringing forward this very thoughtful motion to make sure that we do provide better services in long-term care for francophones.

I have to start by stating how offensive I found the comments offered on this motion by the member from Glengarry–Prescott–Russell. Not really because she mischaracterized our government's record in the area of francophone affairs—although she did—but particularly because of the very personal attacks that she made on the proponent of this motion, the member from Mississauga Centre. The independent Liberal member from Glengarry–Prescott–Russell suggested that this motion was brought forward for some ulterior purpose, some purpose other than improving care for francophones in long-term care. I can assure you, Mr. Speaker, that nothing could be further from the truth.

I know that the member from Mississauga Centre has been working on this motion and working very hard to improve care for residents of long-term care who are francophones, and frankly residents of other francophone services like palliative care. In fact, we recently visited a hospice in Ottawa to talk about francophone services there. So what you heard earlier was a fiction—a delusion, perhaps—from the mind of the member from Glengarry–Prescott–Russell, and nothing more than that.

1840

Due to the mismanagement and neglect of past governments, principally the former Liberal government that was here for 15 long and painful years, we have substandard services for Franco-Ontarian communities compared to their English counterparts. Franco-Ontarians especially have been strongly impacted by language barriers in health care—barriers left in place by that government. Fixing this inequality is what our government is trying to do, and our Ministry of Health certainly takes this very seriously, as does our Ministry of Long-Term Care.

I'm happy to speak about diversity and accessibility as a cornerstone of our approach, but we want to make real changes, and that's what the member is trying to do with this motion, suggesting actual strategies that we can put in place.

Recently we passed The People's Health Care Act, an act which acknowledges that the public health care system should recognize the diversity within all of Ontario's communities and respect the requirements of the French Language Services Act in the planning, design, delivery and evaluation of health care services for Ontario's French-speaking communities.

The act also includes French-language services engagement requirements for both the Minister of Health and for Ontario Health. The Ministry of Health is committed to working with the francophone community and francophone stakeholders.

I should also mention that when we were in Ottawa, we opened the Orléans Health Hub, and the member asked, at every available opportunity, about francophone services, because that matters to the member and to this government.

The Ministry of Health does all of this work on a regular basis with a wide range of francophone stakeholders, including the Ministry of Francophone Affairs, the French Language Health Services Advisory Council and, of course, our French-language health planning entities.

Working closely with the Ministry of Francophone Affairs in an effort to modernize our French Language Services Act, the Ministry of Health is planning targeted consultations in the fall of 2021 to enhance the delivery of French-language health services by Ontario health teams and boards of health. Ontario health teams are the future of health care here in Ontario, and working on francophone care is one of the main things that we want them to do to make sure that we're delivering the best care to people in the language that they need to have that care in.

I am very proud to stand here today and to support the motion brought by the member from Mississauga Centre, which I think is an excellent step forward. We'll all be working on making French-language services more available to those who would like to have them.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): I recognize the member from Mississauga Centre, who has two minutes to reply.

Ms. Natalia Kusendova: Thank you for all the comments presented today. Unfortunately, I don't have time to address each one individually, but I will address the member from Mushkegowuk–James Bay. As I'm sure you know, our government is building 19 new beds in one of your homes. I know we spoke about another one as well, but this is 19 more than the previous government, specifically in your riding.

To the member from Glengarry–Prescott–Russell, who is actually getting an allotment of 179 new francophone beds in her riding, I would say maybe she could go and actually visit them, because I did. I took the time to go to her riding to speak to the CEO of Centre d'accueil Roger-Séguin, Joanne, to actually talk about the needs of her staff and to talk about bilingual recruitment. I took the time to do that. Why? Because it's important to me and it's important to this government. I would suggest to the member that she had every opportunity to do so in her role as the

parliamentary assistant to the Minister of Francophone Affairs but she chose not to.

Today, actions speak louder than words. I'm very proud to be a member of a government that is actually investing in long-term care. We've done significant strides. We are hiring 27,000 more PSWs and health care staff into the system, and even today's announcement of an investment of \$100 million to train more registered practical nurses into the system, of course working with our partners in francophone education like Collège Boréal and collège La Cité. I actually have some supportive quotes that I can offer to the members opposite from those institutions.

It is also our government that has signed an historic accord to create a brand new university, université francophone de l'Ontario. It was our government that has done that.

So I'm very proud to stand here today to speak to our record, and I'm very proud to bring forward this motion to make significant changes for Franco-Ontarians in this province.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): The time provided for private members' public business has expired.

Ms. Kusendova has moved private members' notice of motion number 8. Is it the pleasure of the House that the motion carry? Carried.

Motion agreed to.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Pursuant to standing order 36, the question that this House do now adjourn is deemed to have been made.

ADJOURNMENT DEBATE

PROTECTION FOR PEOPLE WITH DISABILITIES

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): The member for Ottawa Centre has given notice of dissatisfaction with the answer to a question given by the government House leader. The member has up to five minutes to debate the matter, and the minister or parliamentary assistant may reply for up to five minutes.

The member for Ottawa Centre.

Mr. Joel Harden: I want to be clear as I start here on the reason why I asked for a continuation of the discussion on this and why I was dissatisfied with the answer I got from the government House leader. I actually want to note off the top that there was some progress. We had a one-word answer this morning, but it was the right word. I asked the House leader—actually the whole government; the House leader responded—does the government regret the fact that the last time, as disabilities critic for this province, I was urged by disability advocates to bring forward the necessity of a timeline and an action plan to implement the findings of this path-breaking report by the Honourable David Onley, many members of the government referred to that as “red tape for business”?

Ever since that debate, I have been hearing from disability advocates across the province of Ontario who were deeply, deeply disappointed. So this morning, when the government House leader rose—does he agree with that connotation? The member said no, but that's all we got.

But do you know what? Sometimes, Speaker, change happens in fits and starts. Sometimes change moves along at different paces. So I want to ask my friends in government tonight, as we pursue this debate—because that's what I wanted to do—whether they can insist upon the leader of this province, the Premier of this province, to actually meet in person. I know the minister responsible, Minister Raymond Cho, has met with grassroots disability leaders, in particular the AODA Alliance and their leader, David Lepofsky, but I would like the Premier to sit down with David Lepofsky and the AODA Alliance, so that he can realize the gravity of the situation here.

We have a situation in which section 15 of the Charter of Rights and Freedoms and Ontario's Human Rights Code—explicitly, since 1982, both of those statutes have prevented discrimination on disability grounds, but we have a situation in which that continues in the province of Ontario, because we are not meeting our accessibility targets.

We're continuing to build—Speaker, if you can imagine it—public infrastructure that is not accessible to people with disabilities. What do I mean by that? Well, consider the Ryerson Student Learning Centre. It was built in 2015, not decades ago, and Mr. Lepofsky demonstrated through a video that, as someone who is sight-impaired, he could not climb the stairs of this particular facility without bumping into columns which had been placed in the middle of stairs; how it was also dangerous for dyslexic folks; how it was dangerous for people with mobility concerns. This was built in 2015, and the statute responsible for this—

Interjection.

Mr. Joel Harden: Members, I guess, find this humorous. I don't find this humorous.

The statute responsible for this, the AODA, says that we need to make sure that built infrastructure in this province doesn't discriminate. Something built under the previous Parliament did, and there needed to be a standards development committee on the built infrastructure by 2017. It didn't happen.

Did the minister responsible in this government ensure that it did happen under the mandate of this Parliament? No, and that is why the minister, Minister Cho, recently found himself in court—which is not where anybody wants to be as a disability rights advocate, but Mr. Lepofsky took Minister Cho to court about whether or not it is a blemish on this government, a human rights infraction for people with disabilities, that we don't have significant momentum and movement to make sure that we can do what the AODA asks us to do: have a fully accessible Ontario by 2025.

So we had some progress this morning: The rights of people with disabilities should not be understood as red tape—fantastic. What's the action plan? How do we know

that the standards development committees that are responsible for so many different aspects of the application of the AODA are going to meet, are going to design frameworks and give this government advice, so that we can actually implement something in the last eight months of this particular Parliament that will make us proud; that will show us on customer service, health care, education, built environment and recreational spaces that we're making Ontario more accessible?

1850

It's worth noting, Speaker, that one of the things Mr. Onley says in his report is that people with disabilities are "the only minority group in our society that faces blatant, overt discrimination and whose civil rights are infringed upon every day from multiple directions." This theme goes on throughout the report. Mr. Onley went around the province of Ontario and heard this first-hand from persons with disabilities.

As the official opposition, we held our own town hall with people with disabilities so they could tell us what they thought. We need to hear from this government more than "people with disabilities are not red tape." We need to know what the plan is. Where's the action plan? That's what I'm being asked to ask of you—

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): Thank you. I recognize the parliamentary assistant to the Minister for Seniors and Accessibility.

Mrs. Daisy Wai: I appreciate the question from the honourable member. The short answer is yes, we have a plan. In response to the feedback the government received from many stakeholders, including Mr. Onley's legislative review, we announced the Advancing Accessibility in Ontario Framework. This framework continues to guide our actions across the entire government as we move towards a more open and accessible province.

There are four areas of particular focus for our government. They are: (1) breaking down the barriers in the built environment; (2) government leading by example in its role as a policy-maker, service provider and employer; (3) increasing participation in the economy for people with disabilities; (4) improving understanding and awareness about accessibility. We started announcing this framework

more than a year before the member opposite introduced his private member's bill.

Let us be clear: We appreciate the report provided by the Honourable David Onley. Our government believes everyone should have an equal opportunity to participate in the Ontario dream. That is why we are partnering with other levels of government as well as the not-for-profit and private sectors as together we continue the ongoing journey towards a fully accessible Ontario.

The Onley report highlights many interwoven areas where accessibility can be advantaged in our province. One of the elements he highlights is the importance of ensuring that people with disabilities are able to find meaningful employment. We know that people with disabilities have faced increased social and economic challenges, especially due to COVID-19. We also know that many businesses and organizations all across our province are actively seeking individuals with the skills which people with disabilities possess. That is why our government is helping job seekers to develop new skills and to connect with potential employment. We find this is the most important thing that they need as well.

What we have done includes the Employment Ontario programs and services that have expanded under the leadership of Minister McNaughton. We have been helping people get training, upgrade their skills and connect with meaningful employment. This is helping to ensure that Ontarians who are willing to work can find good jobs. Businesses that are accessible and inclusive can benefit from tapping into these deep talent pools. It also helps them to tap into new customers, unlocking the doors to a more diverse clientele overall. In fact, it will boost their profits.

When people with disabilities find meaningful jobs, they can more fully participate in our communities and our economy. So now, let's work together to make workplaces more accessible and inclusive. Thank you very much.

The Deputy Speaker (Mr. Bill Walker): There being no further matters to debate, I deem the motion to adjourn to be carried.

This House stands adjourned until 9:00 a.m. tomorrow.
The House adjourned at 1855.

LEGISLATIVE ASSEMBLY OF ONTARIO
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE L'ONTARIO

Lieutenant Governor / Lieutenante-gouverneure: Hon. / L'hon. Elizabeth Dowdeswell, OC, OOnt.
Speaker / Président: Hon. / L'hon. Ted Arnott
Clerk / Greffier: Todd Decker
Deputy Clerk / Sous-greffier: Trevor Day
Clerks-at-the-Table / Greffiers parlementaires: Tonia Grannum, Valerie Quioc Lim, Peter Sibenik,
Meghan Stenson, William Wong
Sergeant-at-Arms / Sergente d'armes: Jacquelyn Gordon

Member and Party / Député(e) et parti	Constituency / Circonscription	Other responsibilities / Autres responsabilités
Anand, Deepak (PC)	Mississauga—Malton	
Andrew, Jill (NDP)	Toronto—St. Paul's	
Armstrong, Teresa J. (NDP)	London—Fanshawe	
Arnott, Hon. / L'hon. Ted (PC)	Wellington—Halton Hills	Speaker / Président de l'Assemblée législative
Arthur, Ian (NDP)	Kingston and the Islands / Kingston et les Îles	
Baber, Roman (IND)	York Centre / York-Centre	
Babikian, Aris (PC)	Scarborough—Agincourt	
Bailey, Robert (PC)	Sarnia—Lambton	
Barrett, Toby (PC)	Haldimand—Norfolk	
Begum, Doly (NDP)	Scarborough Southwest / Scarborough-Sud-Ouest	
Bell, Jessica (NDP)	University—Rosedale	
Berns-McGown, Rima (NDP)	Beaches—East York / Beaches—East York	
Bethlenfalvy, Hon. / L'hon. Peter (PC)	Pickering—Uxbridge	Minister of Finance / Ministre des Finances
Bisson, Gilles (NDP)	Timmins	
Blais, Stephen (LIB)	Orléans	
Bouma, Will (PC)	Brantford—Brant	
Bourgouin, Guy (NDP)	Mushkegowuk—James Bay / Mushkegowuk—Baie James	
Burch, Jeff (NDP)	Niagara Centre / Niagara-Centre	
Calandra, Hon. / L'hon. Paul (PC)	Markham—Stouffville	Minister of Legislative Affairs / Ministre des Affaires législatives Government House Leader / Leader parlementaire du gouvernement
Cho, Hon. / L'hon. Raymond Sung Joon (PC)	Scarborough North / Scarborough-Nord	Minister for Seniors and Accessibility / Ministre des Services aux aînés et de l'Accessibilité
Cho, Hon. / L'hon. Stan (PC)	Willowdale	Associate Minister of Transportation (Transit-Oriented Communities) / Ministre associé des Transports (Aménagement axé sur les transports en commun)
Clark, Hon. / L'hon. Steve (PC)	Leeds—Grenville—Thousand Islands and Rideau Lakes / Leeds— Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes	Minister of Municipal Affairs and Housing / Ministre des Affaires municipales et du Logement
Coe, Lorne (PC)	Whitby	
Collard, Lucille (LIB)	Ottawa—Vanier	
Crawford, Stephen (PC)	Oakville	
Cuzzetto, Rudy (PC)	Mississauga—Lakeshore	
Downey, Hon. / L'hon. Doug (PC)	Barrie—Springwater—Oro-Medonte	Attorney General / Procureur général
Dunlop, Hon. / L'hon. Jill (PC)	Simcoe North / Simcoe-Nord	Minister of Colleges and Universities / Ministre des Collèges et Universités
Elliott, Hon. / L'hon. Christine (PC)	Newmarket—Aurora	Deputy Premier / Vice-première ministre Minister of Health / Ministre de la Santé
Fedeli, Hon. / L'hon. Victor (PC)	Nipissing	Chair of Cabinet / Président du Conseil des ministres Minister of Economic Development, Job Creation and Trade / Ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce
Fee, Amy (PC)	Kitchener South—Hespeler / Kitchener-Sud—Hespeler	
Fife, Catherine (NDP)	Waterloo	

Member and Party / Député(e) et parti	Constituency / Circonscription	Other responsibilities / Autres responsabilités
Ford, Hon. / L'hon. Doug (PC)	Etobicoke North / Etobicoke-Nord	Minister of Intergovernmental Affairs / Ministre des Affaires intergouvernementales Premier / Premier ministre
Fraser, John (LIB)	Ottawa South / Ottawa-Sud	
French, Jennifer K. (NDP)	Oshawa	Third Deputy Chair of the Committee of the Whole House / Troisième vice-présidente du comité plénier de l'Assemblée législative
Fullerton, Hon. / L'hon. Merrilee (PC)	Kanata—Carleton	Minister of Children, Community and Social Services / Ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires
Gates, Wayne (NDP)	Niagara Falls	
Gélinas, France (NDP)	Nickel Belt	
Ghamari, Goldie (PC)	Carleton	
Gill, Hon. / L'hon. Parm (PC)	Milton	Minister of Citizenship and Multiculturalism / Ministre des Affaires civiles et du Multiculturalisme
Glover, Chris (NDP)	Spadina—Fort York	
Gravelle, Michael (LIB)	Thunder Bay—Superior North / Thunder Bay—Supérieur-Nord	
Gretzky, Lisa (NDP)	Windsor West / Windsor-Ouest	First Deputy Chair of the Committee of the Whole House / Première vice-présidente du comité plénier de l'Assemblée
Hardeman, Ernie (PC)	Oxford	
Harden, Joel (NDP)	Ottawa Centre / Ottawa-Centre	
Harris, Mike (PC)	Kitchener—Conestoga	
Hassan, Faisal (NDP)	York South—Weston / York-Sud— Weston	
Hatfield, Percy (NDP)	Windsor—Tecumseh	Second Deputy Chair of the Committee of the Whole House / Deuxième vice-président du comité plénier de l'Assemblée législative
Hillier, Randy (IND)	Lanark—Frontenac—Kingston	
Hogarth, Christine (PC)	Etobicoke—Lakeshore	
Horwath, Andrea (NDP)	Hamilton Centre / Hamilton-Centre	Leader, Official Opposition / Chef de l'opposition officielle
Hunter, Mitzie (LIB)	Scarborough—Guildwood	
Jones, Hon. / L'hon. Sylvia (PC)	Dufferin—Caledon	Solicitor General / Solliciteure générale
Kanapathi, Logan (PC)	Markham—Thornhill	
Karahalios, Belinda C. (NBP)	Cambridge	
Karpoche, Bhutilla (NDP)	Parkdale—High Park	
Ke, Vincent (PC)	Don Valley North / Don Valley-Nord	
Kernaghan, Terence (NDP)	London North Centre / London- Centre-Nord	
Khanjin, Andrea (PC)	Barrie—Innisfil	Deputy Government House Leader / Leader parlementaire adjointe du gouvernement
Kramp, Daryl (PC)	Hastings—Lennox and Addington	
Kusendova, Natalia (PC)	Mississauga Centre / Mississauga- Centre	
Lecce, Hon. / L'hon. Stephen (PC)	King—Vaughan	Minister of Education / Ministre de l'Éducation
Lindo, Laura Mae (NDP)	Kitchener Centre / Kitchener-Centre	
MacLeod, Hon. / L'hon. Lisa (PC)	Nepean	Minister of Heritage, Sport, Tourism and Culture Industries / ministre des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture
Mamakwa, Sol (NDP)	Kiiwetinoong	
Mantha, Michael (NDP)	Algoma—Manitoulin	
Martin, Robin (PC)	Eglinton—Lawrence	
Martow, Gila (PC)	Thornhill	
McDonell, Jim (PC)	Stormont—Dundas—South Glengarry	
McKenna, Hon. / L'hon. Jane (PC)	Burlington	Associate Minister of Children and Women's Issues / Ministre associée déléguée au dossier de l'Enfance et à la Condition féminine
McNaughton, Hon. / L'hon. Monte (PC)	Lambton—Kent—Middlesex	Minister of Labour, Training and Skills Development / Ministre du Travail, de la Formation et du Développement des compétences
Miller, Norman (PC)	Parry Sound—Muskoka	
Miller, Paul (NDP)	Hamilton East—Stoney Creek / Hamilton-Est—Stoney Creek	
Mitas, Christina Maria (PC)	Scarborough Centre / Scarborough- Centre	
Monteith-Farrell, Judith (NDP)	Thunder Bay—Atikokan	
Morrison, Suze (NDP)	Toronto Centre / Toronto-Centre	

Member and Party / Député(e) et parti	Constituency / Circonscription	Other responsibilities / Autres responsabilités
Mulroney, Hon. / L'hon. Caroline (PC)	York—Simcoe	Minister of Francophone Affairs / Ministre des Affaires francophones Minister of Transportation / Ministre des Transports
Natyshak, Taras (NDP)	Essex	
Nicholls, Rick (IND)	Chatham-Kent—Leamington	Chair of the Committee of the Whole House / Président du comité plénier de l'Assemblée
Oosterhoff, Sam (PC)	Niagara West / Niagara-Ouest	
Pang, Billy (PC)	Markham—Unionville	
Park, Lindsey (IND)	Durham	
Parsa, Michael (PC)	Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill	Deputy Government House Leader / Leader parlementaire adjoint du gouvernement
Pettapiece, Randy (PC)	Perth—Wellington	
Phillips, Hon. / L'hon. Rod (PC)	Ajax	Minister of Long-Term Care / Ministre des Soins de longue durée
Piccini, Hon. / L'hon. David (PC)	Northumberland—Peterborough South / Northumberland—Peterborough-Sud	Minister of the Environment, Conservation and Parks / Ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
Rakocevic, Tom (NDP)	Humber River—Black Creek	
Rasheed, Hon. / L'hon. Kaleed (PC)	Mississauga East—Cooksville / Mississauga-Est—Cooksville	Associate Minister of Digital Government / Ministre associé délégué de l'Action pour un gouvernement numérique
Rickford, Hon. / L'hon. Greg (PC)	Kenora—Rainy River	Minister of Indigenous Affairs / Ministre des Affaires autochtones Minister of Northern Development, Mines, Natural Resources and Forestry / Ministre du Développement du Nord, des Mines, des Richesses naturelles et des Forêts
Roberts, Jeremy (PC)	Ottawa West—Nepean / Ottawa-Ouest—Nepean	
Romano, Hon. / L'hon. Ross (PC)	Sault Ste. Marie	Minister of Government and Consumer Services / Ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs
Sabawy, Sheref (PC)	Mississauga—Erin Mills	
Sandhu, Amarjot (PC)	Brampton West / Brampton-Ouest	
Sarkaria, Hon. / L'hon. Prabmeet Singh (PC)	Brampton South / Brampton-Sud	President of the Treasury Board / Président du Conseil du Trésor
Sattler, Peggy (NDP)	London West / London-Ouest	Opposition House Leader / Leader parlementaire de l'opposition officielle
Schreiner, Mike (GRN)	Guelph	
Scott, Laurie (PC)	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	
Shaw, Sandy (NDP)	Hamilton West—Ancaster—Dundas / Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas	
Simard, Amanda (LIB)	Glengarry—Prescott—Russell	
Singh, Gurratan (NDP)	Brampton East / Brampton-Est	Deputy Opposition House Leader / Leader parlementaire adjoint de l'opposition officielle
Singh, Sara (NDP)	Brampton Centre / Brampton-Centre	Deputy Leader, Official Opposition / Chef adjointe de l'opposition officielle
Skelly, Donna (PC)	Flamborough—Glanbrook	
Smith, Dave (PC)	Peterborough—Kawartha	
Smith, Hon. / L'hon. Todd (PC)	Bay of Quinte / Baie de Quinte	Minister of Energy / Ministre de l'Énergie
Stevens, Jennifer (Jennie) (NDP)	St. Catharines	
Stiles, Marit (NDP)	Davenport	
Surma, Hon. / L'hon. Kinga (PC)	Etobicoke Centre / Etobicoke-Centre	Minister of Infrastructure / Ministre de l'Infrastructure
Tabuns, Peter (NDP)	Toronto—Danforth	
Tangri, Hon. / L'hon. Nina (PC)	Mississauga—Streetsville	Associate Minister of Small Business and Red Tape Reduction / Ministre associée déléguée aux Petites Entreprises et à la Réduction des formalités administratives
Taylor, Monique (NDP)	Hamilton Mountain	
Thanigasalam, Vijay (PC)	Scarborough—Rouge Park	
Thompson, Hon. / L'hon. Lisa M. (PC)	Huron—Bruce	Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs / Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
Tibollo, Hon. / L'hon. Michael A. (PC)	Vaughan—Woodbridge	Associate Minister of Mental Health and Addictions / Ministre associé délégué au dossier de la Santé mentale et de la Lutte contre les dépendances
Triantafilopoulos, Effie J. (PC)	Oakville North—Burlington / Oakville-Nord—Burlington	
Vanthof, John (NDP)	Timiskaming—Cochrane	Deputy Leader, Official Opposition / Chef adjoint de l'opposition officielle
Wai, Daisy (PC)	Richmond Hill	
Walker, Bill (PC)	Bruce—Grey—Owen Sound	Deputy Speaker / Vice-président

Member and Party / Député(e) et parti	Constituency / Circonscription	Other responsibilities / Autres responsabilités
West, Jamie (NDP)	Sudbury	
Wilson, Jim (IND)	Simcoe—Grey	
Wynne, Kathleen O. (LIB)	Don Valley West / Don Valley-Ouest	
Yakabuski, John (PC)	Renfrew—Nipissing—Pembroke	
Yarde, Kevin (NDP)	Brampton North / Brampton-Nord	
Yurek, Jeff (PC)	Elgin—Middlesex—London	
Vacant	Don Valley East / Don Valley-Est	

**STANDING AND SELECT COMMITTEES OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY
COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

Standing Committee on Estimates / Comité permanent des budgets des dépenses

Chair / Président: Peter Tabuns
Vice-Chair / Vice-président: Randy Pettapiece
Teresa J. Armstrong, Toby Barrett
Lorne Coe, Rudy Cuzzetto
Goldie Ghamari, Randy Hillier
Christina Maria Mitas, Judith Monteith-Farrell
Michael Parsa, Randy Pettapiece
Peter Tabuns
Committee Clerk / Greffière: Thushitha Kobikrishna

**Standing Committee on Finance and Economic Affairs /
Comité permanent des finances et des affaires économiques**

Chair / Président: Ernie Hardeman
Vice-Chair / Vice-président: Ian Arthur
Ian Arthur, Will Bouma
Stephen Crawford, Catherine Fife
Ernie Hardeman, Mitzie Hunter
Logan Kanapathi, Sol Mamakwa
Jeremy Roberts, Dave Smith
Vijay Thanigasalam
Committee Clerk / Greffière: Julia Douglas

Standing Committee on General Government / Comité permanent des affaires gouvernementales

Chair / Président: Logan Kanapathi
Vice-Chair / Vice-président: Mike Schreiner
Jill Andrew, Robert Bailey
Will Bouma, Guy Bourgouin
Chris Glover, Mike Harris
Logan Kanapathi, Sheref Sabawy
Amarjot Sandhu, Mike Schreiner
Daisy Wai
Committee Clerk / Greffier: Isaiah Thorning

Standing Committee on Government Agencies / Comité permanent des organismes gouvernementaux

Chair / Président: Gilles Bisson
Vice-Chair / Vice-président: Aris Babikian
Deepak Anand, Aris Babikian
Gilles Bisson, Lorne Coe
Wayne Gates, Robin Martin
Norman Miller, Billy Pang
Amanda Simard, Marit Stiles
John Yakabuski
Committee Clerk / Greffière: Tanzima Khan

Standing Committee on Justice Policy / Comité permanent de la justice

Chair / Président: Daryl Kramp
Vice-Chair / Vice-présidente: Lucille Collard
Lucille Collard, Christine Hogarth
Daryl Kramp, Natalia Kusendova
Jim McDonell, Suze Morrison
Randy Pettapiece, Gurratan Singh
Donna Skelly, Effie J. Triantafilopoulos
Kevin Yarde
Committee Clerk / Greffière: Thushitha Kobikrishna

Standing Committee on the Legislative Assembly / Comité permanent de l'Assemblée législative

Chair / Présidente: Laurie Scott
Vice-Chair / Vice-présidente: France Gélinas
Rima Berns-McGown, France Gélinas
Goldie Ghamari, Faisal Hassan
Jim McDonell, Sam Oosterhoff
Laurie Scott, Vijay Thanigasalam
Jeff Yurek
Committee Clerk / Greffière: Valerie Quioc Lim

Standing Committee on Public Accounts / Comité permanent des comptes publics

Chair / Président: Taras Natyshak
Vice-Chair / Vice-présidente: Christine Hogarth
Deepak Anand, Toby Barrett
Jessica Bell, Stephen Blais
Stephen Crawford, Rudy Cuzzetto
Christine Hogarth, Michael Mantha
Taras Natyshak, Michael Parsa
Amarjot Sandhu
Committee Clerk / Greffier: Christopher Tyrell

Standing Committee on Regulations and Private Bills / Comité permanent des règlements et des projets de loi d'intérêt privé

Chair / Président: Aris Babikian
Vice-Chair / Vice-président: John Fraser
Aris Babikian, Lorne Coe
John Fraser, Vincent Ke
Laura Mae Lindo, Paul Miller
Billy Pang, Jeremy Roberts
Dave Smith, Daisy Wai
Jamie West
Committee Clerk / Greffier: Isaiah Thorning

Standing Committee on Social Policy / Comité permanent de la politique sociale

Chair / Présidente: Natalia Kusendova
Vice-Chair / Vice-présidente: Bhutila Karpoche
Aris Babikian, Jeff Burch
Amy Fee, Michael Gravelle
Joel Harden, Mike Harris
Bhutila Karpoche, Natalia Kusendova
Jeff Yurek
Committee Clerk / Greffière: Tanzima Khan

**Select Committee on Emergency Management Oversight /
Comité spécial de la surveillance de la gestion des situations d'urgence**

Chair / Président: Daryl Kramp
Vice-Chair / Vice-président: Tom Rakocevic
Robert Bailey, Gilles Bisson
John Fraser, Christine Hogarth
Daryl Kramp, Robin Martin
Sam Oosterhoff, Tom Rakocevic
Donna Skelly, Sara Singh
Effie J. Triantafilopoulos
Committee Clerk / Greffier: Christopher Tyrell